



LETTRE D'INFORMATION

Février 2019 – N° 2

**INFORMER, GUIDER ET ACCOMPAGNER LES PORTEURS DE PROJETS
LORS DE LEURS RECHERCHES DE FINANCEMENTS INTERNATIONAUX**

ACTUALITÉ DE L'AIRF

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Journée internationale
de la Francophonie
**20 mars
2019**
#malanguefrançaise
#mon20mars
20mars.francophonie.org
300 millions de francophones
sur les cinq continents



Chaque année, à la date du 20 mars, les francophones du monde entier célèbrent la Journée internationale de la Francophonie.

Selon l'Organisation Internationale de la Francophonie, près de 300 millions de personnes de façon certaine peuvent être définies comme francophones. Le 20 mars, sur les 5 continents elles fêtent leur langue en partage et la diversité de la Francophonie, à travers des concours de mots, des spectacles, des festivals de films, des rencontres littéraires, des rendez-vous gastronomiques, des expositions artistique...

Cette date a été choisie en référence au 20 mars 1970, marqué par la création à Niamey (Niger) de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), future Organisation internationale de la Francophonie.

Le site www.20mars.francophonie.org recense chaque année ces activités organisées aussi bien dans les 80 États et gouvernements de l'OIF que dans ceux où le français est moins parlé. L'AIRF demande à chacune de ses Régions adhérentes de fêter la journée du 20 mars en organisant des événements. Les projets peuvent être bi ou multilatéraux. Il est demandé aux adhérents d'être particulièrement actifs. Vous pouvez inscrire ces événements, afin de les mettre en évidence sur le site dédié de l'Organisation Internationale de la Francophonie : www.20mars.francophonie.org

Vous pouvez également marquer cette journée en faisant flotter le drapeau de la Francophonie sur le siège de votre Région.

GESTION DE PROJETS Maison de l'Élu Marrakech (MAROC) du mardi 9 au jeudi 11 avril 2019

La formation « Gestion de projets » est réservée aux chefs de projets en charge de la gestion des subventions déjà attribuées ou en attente de réponse d'un bailleur de fonds. L'objectif général de cet atelier est d'apprendre à gérer financièrement et contractuellement un contrat de subvention et de maîtriser les conditions de signature, la constitution des équipes, la planification des activités, les procédures d'achat, la justification des dépenses, les rapports narratifs et financiers, la clôture du contrat. La formation proposée par l'AIRF, en partenariat avec la Maison de l'Élu de Marrakech, d'une durée de 3 jours, sera dispensée par les experts de l'AIRF et se déroulera avec une alternance d'apports théoriques et de mise en pratique.

Les dossiers complets de candidature devront nous être adressés pour instruction au plus tard le 11 mars 2019.

Ouverture de l'appel à projets annuel 2019 en soutien à la coopération décentralisée franco-sénégalaise

Les gouvernements français et sénégalais ont renouvelé le 27 janvier leur accord triennal à Dakar pour soutenir les projets de coopération décentralisée. En conséquence, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales - DAECT) et le ministère sénégalais de la Gouvernance Territoriale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGDTAT), ouvrent le cinquième appel à projets en soutien aux partenariats de coopération décentralisée entre collectivités territoriales françaises et sénégalaises.

Il est ouvert du 21 janvier au 15 mars 2019. Les collectivités territoriales françaises et les collectivités locales sénégalaises peuvent déposer des projets d'une durée d'un an. Les projets ne sont éligibles que s'ils sont portés conjointement par au moins une collectivité territoriale française et une collectivité territoriale sénégalaise. Ils doivent s'inscrire dans une logique de renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités sénégalaises, et dans le souci d'une réciprocité active au sein des collectivités françaises, dans les trois thématiques prioritaires suivantes :

1. Développement économique local, et notamment des activités génératrices de revenus et d'emplois, y compris patrimoine, tourisme et culture ;
2. Appui institutionnel et renforcement de capacités, dont la formation professionnelle et l'innovation numérique ;
3. Développement durable et changement climatique, dont sécurité alimentaire et agro-écologie.

L'appel à projets sera publié sur [France Diplomatie, site français du MEAE](#), et sur les sites sénégalais www.cooperationdecentralisee.sn et <http://www.decentralisation.gouv.sn>.

Contacts :

Partie française MEAE

• **Joël Savary**, chargé de mission, DAECT

Email : joel.savary@diplomatie.gouv.fr

Tél : 0033 1 43 17 62 78

Ambassade de France au Sénégal (SCAC)

• **Quentin Courbon**, chargé de mission coopération décentralisée

Email : quentin.courbon@diplomatie.gouv.fr

Partie sénégalaise MGDTAT

• **Dr Jean Laurent KALY**, responsable guichet de la coopération décentralisée et transfrontalière (GCDT)

Email : kaly.jeanlaurent@gmail.com

• **Khady Dieng Gaye**, chef de division, direction des collectivités territoriales

Email : dct.mgtdat.sn@gmail.com

• **Barbara Petri**, conseiller technique auprès du Ministre

Email : bpetri.mgldat@gmail.com

Ouverture de l'appel à projets en soutien à la coopération décentralisée franco-marocaine 2019-2021

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, mais également l'Ambassade de France au Maroc et le Ministère marocain de l'Intérieur, lancent l'appel à projets triennal dans le cadre du dispositif conjoint spécifique à la coopération décentralisée franco-marocaine, afin de soutenir les projets des collectivités françaises et marocaines visant au renforcement des capacités à la gouvernance territoriale. La première tranche 2019-2021 de l'appel à projets est **ouverte du 15 février 2019 au 13 avril 2019 minuit pour la France et le Maroc**. Les projets devront être portés par des collectivités territoriales françaises et marocaines et pourront bénéficier d'un soutien financier de 36 mois.

Neuf thèmes prioritaires de coopération dans le cadre de la régionalisation avancée ont été retenus pour cet appel à projets:

1. Gouvernance territoriale et régionalisation ;
2. Services publics locaux – renforcement des capacités et ressources humaines, formation ;
3. Transformation numérique et digitalisation des services publics aux citoyens ;
4. Développement durable : sécurité alimentaire et agriculture durable, diffusion des pratiques de lutte contre les dérèglements climatiques et contre les différentes formes de pollution, localisation des ODD ;
5. Valorisation des espaces publics, du patrimoine historique et des produits du terroir ;
6. Planification et aménagement du territoire ;
7. Tourisme durable ;
8. Développement économique local ;
9. Jeunesse et insertion professionnelle.

Cet appel à projets vise à consolider les partenariats en cours, à favoriser de nouvelles coopérations entre Maroc et la France et met l'accent sur les formations des agents et élus des collectivités territoriales marocaines.

Cette initiative démontre la volonté des deux pays de développer la coopération entre ses autorités locales respectives au bénéfice des populations. **Pour présenter un projet ou pour avoir plus d'informations** : [France Diplomatie](#). **Pour le Maroc** : akebdani@interieur.gov.ma.

En France

MEAE

• **Anne-Marie MEVEL REINGOLD**, chargée de mission Méditerranée auprès de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales

Email : anne-marie.reingold@diplomatie.gouv.fr

Tél : +33 (0)1 43 17 62 61

Au Maroc

Ambassade de France au Maroc

• **Laurence LEVAUDEL-CLAUSS**, responsable du Pôle Gouvernance

Email : laurence.levau-del-clauss@diplomatie.gouv.fr

Tél : +212 (0)5 37 68 99 70

Ministère de l'Intérieur, DGCL

• **Aissam Daoudia KEBDANI**, chef de la Division de la Coopération Décentralisée et de la concertation Email : akebdani@interieur.gov.ma

BÉNIN

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL – APPEL A PROPOSITIONS A DESTINATION DES COMMUNES

Appel à propositions Référence : EuropeAid/162-480/FED/ACT/BJ

L'objectif général de développement du Programme d'Appui au Développement Territorial (PADT) auquel contribue le présent appel à propositions est de promouvoir un développement territorial durable et équilibré reposant sur une gouvernance locale concertée, inclusive, promouvant l'égalité de genre et veillant à favoriser l'émergence de dynamiques territoriales innovantes.

Dans cette logique, l'objectif général du présent appel à propositions est d'appuyer les communes béninoises et leurs intercommunalités dans la mise en œuvre effective de leur autonomie au service du développement économique local.

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 11/03/2019

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2T5rIPu>

CÔTE D'IVOIRE

Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme & organisations de la société civile

Appel à propositions Référence : EuropeAid/162882/DD/ACT/CI

Préparation : séance d'information le 4 mars à 14h30 dans les locaux de la Délégation de l'Union Européenne à Abidjan

Si vous êtes intéressé par cette séance d'information, veuillez envoyer un courriel avant le 25 février 2019 à l'adresse :

Délégation-IVORY-COAST-TENDERS@eeas.europa.eu en indiquant le nom, le prénom, la nationalité et l'adresse électronique des personnes qui y participeront ainsi que le nom de leur organisation (max. 1 participant par organisation).

Les frais de participation à cette séance d'information ne sont pas remboursables. Toutes les organisations peuvent également prendre contact avec notre équipe de soutien technique à l'aide du formulaire d'assistance technique en ligne de PROSPECT3.

Lot 1 : L'objectif général : appuyer la société civile dans le cadre de la protection et de la promotion des droits de l'Homme et des libertés fondamentales en Côte d'Ivoire.

Le présent appel à propositions a **pour objectif spécifique** : renforcer la gouvernance démocratique et améliorer les droits des détenus. Le présent appel à propositions a pour priorités :

- i. **Actions visant à renforcer la culture démocratique, à préserver la concorde en préparant et en accompagnant les processus électoraux à venir.** Dans ce cadre une attention particulière sera apportée aux actions en faveur de l'éducation civique et citoyenne, éducation des électeurs, mécanismes de comptage rapide, campagnes de sensibilisation et à toute action de la société civile contribuant à une conduite paisible et inclusive des processus électoraux et à une acceptation des résultats.
- ii. **Actions visant à l'amélioration des droits des détenus, en particulier des personnes vulnérables comme les femmes et les jeunes.**

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 7/04/2019 à 23h (date et heure de Bruxelles)

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2SchHvV>

CONGO (Brazzaville)

Renforcer l'implication de la société civile dans la protection des droits de l'Homme et l'amélioration de la gouvernance démocratique

Appel à propositions Référence : EuropeAid/162595/DD/ACT/CG

Préparation : séance d'information 13/03/2019 (à Brazzaville) et 15/03/2019 (à Pointe-Noire) et manuels d'utilisation pour aider les demandeurs à se familiariser avec le système avant d'introduire une demande en ligne, une séance d'information sera organisée **le 13/03/2019 à 9h00 à Brazzaville** dans un lieu qui sera communiqué ultérieurement par retour de courriel (voir ci-dessous). Une deuxième session d'information se tiendra **le 15/03/2019 à 9h00 à Pointe-Noire**, dans un lieu qui sera communiqué ultérieurement par retour de courriel). Si vous êtes intéressé par une de ces séances d'information, **veuillez envoyer un courrier électronique avant le 04/03/2019** à l'adresse :

delegation-congo-brazzaville-call-for-proposals@eeas.europa.eu en indiquant le nom, le prénom, la nationalité et l'adresse électronique des personnes qui y participeront ainsi que le nom de leur organisation (max. deux participants par organisation). Les frais de participation à cette séance d'information ne sont pas remboursables.

L'objectif général de cet appel à propositions est de renforcer la protection des droits de l'Homme et la promotion de la bonne gouvernance et de la démocratie par les OSC congolaises, ainsi que d'accompagner la création d'un environnement favorisant la participation citoyenne. Les objectifs spécifiques sont :

- 1 - Promouvoir et protéger les droits des personnes et des groupes vulnérables
- 2 - Contribuer au respect des libertés fondamentales et de la dignité humaine
- 3 - Améliorer la gouvernance démocratique, la redevabilité et la transparence

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 08/04/2019 à 12h00 (date et heure de Bruxelles)

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2XfbH8Y>

MALI

Instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme

Appel à propositions Référence : EuropeAid/162890/DD/ACT/ML

Une séance d'information relative au présent appel à propositions sera organisée le 6 mars de 10h à 12h (date et heure de Bamako) dans les locaux de la Délégation de l'Union européenne à Bamako. Si vous êtes intéressé par cette séance d'information, veuillez envoyer un courriel avant le 1er mars à l'adresse delegation-mali-ieddh@eeas.europa.eu en indiquant le nom, le prénom et l'adresse électronique de la personne qui y participera ainsi que le nom de son organisation (max. un participant par organisation). Les frais de participation à cette séance d'information ne sont pas remboursables.

En fonction du nombre de participants, la séance d'information pourrait se dédoubler en 2 groupes, le matin de 10h à 12h et l'après-midi de 14h30 à 16h30. Les objectifs généraux sont les suivants :

- Soutenir, à développer et à consolider la démocratie dans les pays tiers, en renforçant la démocratie participative et représentative, en consolidant le cycle démocratique dans son ensemble, en particulier en renforçant le rôle actif joué par la société civile au sein de ce cycle, ainsi que l'État de droit, et en améliorant la fiabilité des processus électoraux, au moyen notamment de missions d'observation électorale de l'Union;
- Renforcer le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, tels qu'ils sont proclamés dans la déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies et dans les autres instruments internationaux et régionaux en matière de droits de l'Homme, et à renforcer leur protection, leur promotion, leur mise en œuvre et leur suivi, essentiellement par un soutien aux organisations concernées de la société civile, aux défenseurs des droits de l'Homme et aux victimes de la répression ou d'exactions.

Les objectifs spécifiques

Priorité n° 1 – Promotion et protection des droits des enfants en situation de rue

Priorité n° 2 – Redevabilité et transparence :

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 04/04/2019 à 16h00 (date et heure de Bruxelles)

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2XfbH8Y>

MAURITANIE

Soutien aux activités des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme engagés pour le développement en Mauritanie

Appel à propositions Référence : EuropeAid/162358/DD/ACT/MR

Le présent appel à propositions a pour objectifs généraux :

- soutenir les actions des organisations de la société civile concourant au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations ;
- contribuer à la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, ainsi qu'au respect de tous les droits humains et des libertés fondamentales ;

en cohérence avec la politique étrangère de l'Union européenne dans son ensemble.

- Objectif spécifique 1 (OS1), pour le Lot 1 : Promouvoir le réseautage, la mutualisation et la structuration des OSC mauritaniennes et des organisations socio-professionnelles pour contribuer à leur participation durable aux politiques de développement économique et social en Mauritanie.

Objectif spécifique 2 (OS2), pour le Lot 2 :

Appuyer des actions d'accompagnement des OSC mauritaniennes de niveau 19 afin d'en renforcer les capacités, la structuration, la mise en réseau et la capacité de financement et en oeuvrant en faveur de la cohésion sociale et de l'éducation à la citoyenneté d'hommes, femmes, jeunes et enfants. Priorité sera donnée aux actions :

- de promotion de la **culture et de l'artisanat** ;
- pour le développement des concepts durables de « maison de la société civile », « espaces de citoyenneté », « centres de ressources » ;
- qui se déroulent dans au moins deux des wilayas suivantes : Tiris Zemmour, Adrar, Tagant, Hodh el Chargui, Inchiri, Dakhlet Nouhadibou et Trarza.

- Objectif spécifique 3 (OS3), pour le lot 3 :

Soutenir les actions proposées et mises en oeuvre par les activistes de la démocratie et par les défenseurs des droits de l'homme, des droits civils, politiques, socio-économiques et culturels en Mauritanie, à travers :

- L'éducation aux droits de l'homme,
- La protection de l'espace civique et démocratique,
- La protection et le renforcement des organisations de la société civile travaillant sur les questions des droits de l'homme.

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 26/03/2019 à 14h00 (heure de Bruxelles)

26/03/2019 à 13h00 (heure de Nouakchott)

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2EodWQ1>

NIGER

Appel à propositions au titre du Programme d'Appui à la Société Civile au Niger

Le présent appel à propositions a pour objectif général: « consolider les capacités individuelles et collectives des OSC pour une participation accrue à la mise en œuvre des politiques publiques de développement ainsi que renforcer les opportunités et les conditions de concertation et d'un dialogue plus structuré entre les pouvoirs publics et la société civile pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, ainsi que parmi les différentes OSC, entre les OSC et les partenaires techniques et financiers ». Le présent appel à propositions a pour objectif(s) spécifique(s) :

- Objectif spécifique 1 : L'efficacité et la crédibilité des OSC sont renforcées en tenant compte de leur diversité
- Objectif spécifique 2 : Les dynamiques collectives au sein de la société civile sont renforcées.
- Objectif spécifique 3 : La concertation et le dialogue entre les pouvoirs publics et la société civile sont améliorés et effectifs.

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 18/03/2019

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2Em1MH4>

TOUS LES PAYS

Gestion durable, participative et intégrée des aires protégées, des territoires périphériques et des corridors du complexe formé par PoNaSi (Burkina Faso), Comoé (Côte d'Ivoire) et Mole (Ghana), pour un développement économique respectueux des écosystèmes.

Appel à propositions Référence : EuropeAid/161807/DD/ACT/Multi

L'objectif général est de promouvoir un développement économique endogène, durable et inclusif, répondant aux défis du changement climatique.

L'objectif spécifique de cet appel à propositions est d'obtenir une gestion durable, participative et intégrée des aires protégées, des territoires riverains et des corridors du complexe formé par PoNaSi (Burkina Faso), Comoé (Côte d'Ivoire) et Mole (Ghana), assurant un développement économique respectueux des écosystèmes. Le présent appel à propositions comporte trois lots :

Lot 1 : PoNaSi – Burkina Faso, Lot 2 : Comoé – Côte d'Ivoire, Lot 3 : Mole - Ghana

Date limite de soumission de la note succincte de présentation : 05/03/2019 à 16h00 (date et heure de Bruxelles)

Pour en savoir plus : <https://bit.ly/2Xfs31m>

Sites à consulter régulièrement

DEVCO/EUROPEAID

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome>

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

<http://www.afdb.org/fr/projects-and-operations/project-portfolio/>

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

<http://www.francophonie.org/-Appels-a-projets-candidatures-.html>

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

<http://bit.ly/2BoK1qY>

FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

<http://www.ffem.fr> ;
<http://www.ffem.fr/accueil-FFEM/ffem>
http://www.ffem.fr/accueil-FFEM/PPI/recherche_Projets-PPI

LE FONDS SUEZ INITIATIVES

<https://www.suez.com/fr/Notre-groupe/Un-groupe-engage/La-Fondation-SUEZ#!en/destination/view/id/3/close/1/>

BANQUE MONDIALE

<http://www.banquemondiale.org/>

DEVELOPPEMENT BUSINESS

<http://www.cidr.org/>

DG Market Tenders Worldwide

<https://www.dgmarket.com/>

AFD et dgMarket

<https://afd.dgmarket.com/>
<https://appel-d-offre.dgmarket.com>

DEVEX INTERNATIONAL DEVELOPMENT

<https://www.devex.com/>

PORTAIL HUMANITAIRE

<http://www.portail-humanitaire.org/s-informer/annuaire-des-ong/>

GRET professionnels du développement SOLIDAIRE

<http://www.gret.org/>

CENTRE INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT ET DE RECHERCHE

<http://www.cidr.org/>

IRAM

<https://www.iram-fr.org/>

BAILLEURS DE FONDS ET PARTENAIRES INTERNATIONAUX

<http://www.coopdec.org/>

FONDATION DE FRANCE

<https://www.fondationdefrance.org/>

<https://www.devbusiness.com/>

→ Vous pouvez placer une alerte google sur les thèmes/pays qui vous intéressent <https://www.google.fr/alerts?hl=fr>

→ Programmation financière 2014-2020 de la Commission européenne par pays :

Le 11^{ème} Fonds Européen de Développement repose sur la contribution volontaire des Etats membres. Il est d'une durée de 7 ans, soit de 2014 à 2020. Pour de plus amples informations, les textes et les annexes sont téléchargeables sur le site du Service d'Appui-Conseil. <http://www.regions-francophones.org/> (cliquez sur la zone recherchée et ensuite sur le pays).